

Dossier de Consultation des Entreprises

CCAP

Cahier des Clauses Administratives Particulières

**TRAVAUX D'AGRANDISSEMENT &
DE CRÉATION D'UNE SALLE DES FÊTES
& D'UN CAFÉ ASSOCIATIF**

*13 rue de Saintonge
17810 PESSINES*

Maître d'ouvrage

Commune de PESSINES
15 rue de Saintonge
17810 PESSINES

Maître d'œuvre

SARL Gravière & Foulon
Architecture
1 petite rue René Caillié
17100 SAINTES

Avril 2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

- 1.1 - Objet du marché - emplacement des travaux
- 1.2 - Décomposition des prestations
- 1.3 - Forme du marché
- 1.4 - Montant du marché
- 1.5 - Décomposition du marché en tranches
- 1.6 - Durée du marché

ARTICLE 2 - Intervenants

- 2.1 - Maître d'ouvrage :
- 2.2 - Maître d'œuvre – Maîtrise de chantier
- 2.3 - Le coordinateur SPS
- 2.4 - le contrôleur technique

ARTICLE 3 - Pièces contractuelles

ARTICLE 4 - Obligations du titulaire

- 4.1 - Obligation de confidentialité
- 4.2 - Protection des données à caractère personnel
- 4.3 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail
- 4.4 - Protection de l'environnement
- 4.5 - Déclaration des sous-traitants

ARTICLE 5 - Obligation d'insertion sociale

ARTICLE 6 - Contenu et caractère des prix

- 6.1 - Contenu des prix
- 6.2 - Forme du prix
- 6.3 - Modalités d'actualisation du prix
- 6.4 - Délai de paiement et intérêts moratoires
- 6.5 - Dispositions concernant l'avance forfaitaire
- 6.6 - Avance sur matériels ou sur approvisionnement
- 6.7 - Clause de sûreté - retenue de garantie applicable
- 6.8 - Nantissement et cession de créance

ARTICLE 7 - Modalités de règlement

- 7.1 - Régime des paiements
- 7.2 - TVA
- 7.3 - Présentation des demandes de paiements
- 7.4 - Acomptes mensuels :
- 7.5 - Demande de paiement finale :
- 7.6 - Règlement en cas d'entrepreneurs groupés
- 7.7 - Règlement en cas sous-traitance

ARTICLE 8 - Délais d'exécution

- 8.1 - Détermination des délais d'exécution
- 8.2 - Prolongation des délais d'exécution
- 8.3 - Intempéries

ARTICLE 9 - Provenance des matériaux et produits

ARTICLE 10 - Implantation des ouvrages

ARTICLE 11 - Plan d'exécution

ARTICLE 12 - Préparation et coordination des travaux

12.1 - Période de préparation

12.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

ARTICLE 13 - Installation et organisation de chantier

13.1 - Installation de chantier 24

13.2 - Signalisation de chantier 24

13.3 - Essai et contrôle des ouvrages en cours de travaux

13.4 - Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

13.5 - Contraintes spécifiques – chantier en centre-ville

ARTICLE 14 - Gestion des dépenses communes

14.1 - Gestion des déchets 26

14.2 - Dépenses communes – compte prorata

ARTICLE 15 - Pénalités de retard dans l'exécution des travaux

ARTICLE 16 - Pénalités de retard dans la remise de documents

ARTICLE 17 - Autres retenues applicables

17.1 - Retenue en cas de manquement pendant le chantier

17.2 - Retenue en cas d'absence aux réunions

17.3 - Pénalités pour travail dissimulé

ARTICLE 18 - Réception

ARTICLE 19 - Documents fournis après exécution

ARTICLE 20 - Garantie de Parfait Achèvement

ARTICLE 20 - Résiliation

ARTICLE 20 - Redressement ou liquidation judiciaire

ARTICLE 20 - Tribunal compétent

- Liste récapitulative des dérogations au C.C.A.G.

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

1.1 - Objet du marché

Le présent contrat concerne les **TRAVAUX D'AGRANDISSEMENT DU FOYER ET LA CRÉATION D'UN CAFÉ ASSOCIATIF**.

Type de marche de travaux : exécution

1.2 - Décomposition des prestations

L'opération est décomposée en 11 lots attribués par marchés séparés comme suit :

LOT
1 - DÉMOLITION / GROS OEUVRE / VRD
2 - COUVERTURE TUILES / ÉTANCHÉITÉ / ZINGUERIE
3 - MENUISERIES EXTÉRIEURES ALUMINIUM
4 - MENUISERIES INTÉRIEURES BOIS
5 - CLOISON / ISOLATION / DOUBLAGE
6 - ÉLECTRICITÉ / CHAUFFAGE
7 - PLOMBERIE / SANITAIRE / VENTILATION
8 - CHAPE
9 - SERRURERIE
10 - CARRELAGE / FAÏENCE
11 - PEINTURE

1.3 - Forme du marché

Le présent marché est un marché simple.

1.4 - Montant du marché

Le présent marché est un marché d'acquisition ponctuelle. Il est conclu pour les montants indiquées dans l'acte d'engagement.

1.5 - Décomposition du marché en tranches

Le présent marché comporte des tranches optionnelles : ☒ NON

1.6 – Durée du marché

Le marché est conclu pour une période de 9 mois à compter de l'émission d'un ordre de service de démarrage. La période de préparation de chantier est de 1 mois. Elle est incluse dans la durée du marché.

Le marché est reconductible : ☒ NON

ARTICLE 2 - INTERVENANTS

2.1 - Le Maître de l'Ouvrage

Le Maître de l'Ouvrage pour le compte duquel les travaux sont exécutés est :

Commune de PESSINES
15 rue de Saintonge
17810 PESSINES

2.2 - Le Maître d'Œuvre

La mission de Maîtrise d'Œuvre pour l'étude, ainsi que pour la surveillance de chantier, est assurée par :

GRAVIÈRE & FOULON Architecture
1 petite rue René Caillié
17100 Saintes

Architecte en charge du projet : Mme BALLANGER Amandine

2.3 - Le coordinateur SPS

Les prestations, objet du marché, relèvent de la catégorie 3 au sens de l'article R4532-1 du code du travail. La mission du coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé des travailleurs est confiée à :

DEKRA Industrial SAS
ACT CSPS POITOU CHARENTES
2 chemin des Marsais
17100 SAINTES

2.4 - Le contrôle technique

Mission : Hand + TH + PS + SEI + LE + LP + L + ATTAXES

DEKRA Industrial SAS
ACT CTC POITOU CHARENTES
211 avenue de Paris
86000 POITIERS

ARTICLE 3 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, les pièces constitutives du contrat sont, par ordre de priorité, les suivantes :

Les pièces particulières :

- **L'Acte d'Engagement (A.E.)** et ses éventuelles annexes,
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)** et ses éventuelles annexes
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)** et ses éventuelles annexes

- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux dispositions de l'article 28,2 du CCAG Travaux
- **L'offre financière** de l'entreprise
- Le **mémoire technique** de l'entreprise
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Les pièces générales en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix :

- **Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux** approuvé par arrêté du 30 mars 2021
- **Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.)** applicable aux marchés publics de travaux de même nature

Il est précisé que les pièces générales, n'ont pas été jointes à la consultation mais sont considérées comme connues des entreprises. Elles sont disponibles et téléchargeables sur le site

<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

Concernant le mémoire technique de l'entreprise :

L'entreprise est tenue d'identifier les incohérences qu'elle a pu déceler dans l'analyse du cahier des charges et des pièces annexes. Elle est tenue par ce devoir de conseils professionnels de prévoir toutes les rectifications nécessaires à un objectif de résultat.

Par ailleurs, l'entreprise ne pourra se prévaloir des éléments en contradiction avec le cahier des charges que si dans son mémoire, il a été clairement identifié par le candidat, la réserve faite aux pièces du dossier de consultation et que celle-ci ait été expressément acceptée par le maître d'ouvrage lors de la validation de l'offre par un écrit confirmant la mise au point du CCTP.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

4.1 - Obligation de confidentialité

Le Titulaire, ainsi que son représentant, qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent la communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

4.2 - Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en

particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement Européen sur la protection des données »).

4.3 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire remet :

1/ Lors de l'attribution du marché et avant la notification du marché, le fournisseur ou l'entrepreneur retenu doit fournir des documents, datant de moins de 6 mois, attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'Urssaf, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public.

2/ De plus, pour les contrats d'une valeur supérieure ou égale à 5 000€ le candidat et futur attributaire du marché doit fournir avant la notification du marché puis tous les 6 mois les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant une attestation de vigilance délivrée par l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

4.4 - Protection de l'environnement

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du Maître d'Ouvrage.

A cet effet, le Titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

4.5 - Déclaration des sous-traitants

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

Quel qu'en soit le montant, l'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours d'exécution selon les modalités définies aux articles R2193-1 à R2193-4 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

Toute modification en cours d'exécution du marché de la répartition des prestations entre le titulaire et les sous-traitants nécessite la modification de l'acte de sous-traitance.

Pour chaque sous-traitant présente pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerne indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique ;

- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 48 du CCAG Travaux).

4.6 - Devoir d'assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant :

- de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

- de couvrir les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie fournie lors de la notification du marché, conformément à l'article 241-1 du Code des assurances.

À tout moment, durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Pouvoir Adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 5 - OBLIGATION D'INSERTION SOCIALE

Sans objet.

Article 6 - CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX

6.1 - Contenu des prix

Les prix sont réputés complets et comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au Titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

A l'exception des seules sujétions expressément mentionnées dans le CCTP comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux,

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le Maître de l'Ouvrage.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le Titulaire, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

6.2 - Forme du prix

Le marché est conclu par prix global et forfaitaire ferme actualisable sur la base de la décomposition établissant l'offre financière.

Sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

6.3 - Modalités d'actualisation du prix

Mois d'établissement des prix :

Les prix du présent marché sont réputés et établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise de l'offre finale. Ce mois est appelé mois « zéro » (m0), il est indiqué sur l'acte d'engagement.

L'actualisation des prix sera réalisée si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois de la remise de l'offre et la date d'effet de l'Ordre de Service.

L'actualisation des prix du marché ne peut se faire qu'une fois. L'actualisation se fait en appliquant des coefficients établis à partir d'index de référence fixés comme suit :

Formule d'actualisation

L'actualisation est effectuée par application d'un coefficient donné par la formule suivante :

Prix nouveau =	Prix initial x indice à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois (*)
Indice connu à la date de fixation du prix dans l'offre	

(*) *date de début d'exécution des prestations = date d'effet de l'Ordre de Service de démarrage de la période de préparation du chantier*

Les index utilisés sont les suivants :

LOT	INDEX
1 - DÉMOLITION / GROS OEUVRE / VRD	BT03 à 80% + TP01 à 20%
2 - COUVERTURE TUILES / ÉTANCHÉITÉ / ZINGUERIE	BT32 à 95% + BT53 à 5%
3 - MENUISERIES EXTÉRIEURES ALUMINIUM	BT27
4 - MENUISERIES INTÉRIEURES BOIS	BT18A
5 - CLOISON / ISOLATION / DOUBLAGE	BT08

6 - ÉLECTRICITÉ / CHAUFFAGE	BT47
7 - PLOMBERIE / SANITAIRE / VENTILATION	BT38
8 - CHAPE	BT09
9 - SERRURERIE	BT42
10 - CARRELAGE / FAÏENCE	BT09
11 - PEINTURE	BT46

Les index sont publiés au Moniteur du bâtiment et des travaux publics.

Le coefficient d'actualisation comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

6.4 - Délai de paiement et intérêts moratoires

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-12 du Code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-12 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalités, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant paye directement.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

6.5 - Dispositions concernant l'avance forfaitaire

Sauf renoncement du titulaire, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Elle est versée si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-3 à R2191-10 du Code de la commande publique.

L'avance ne pourra être versée qu'après constitution de la garantie à première demande à hauteur du montant de l'avance prévue à l'article R2191-7 du Code de la commande publique. Cette garantie à première demande ne pourra pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Le délai de 30 jours pour le versement de l'avance court à compter de la date de réception de la garantie à première demande. Si lors du 1er acompte versé au titre de l'exécution du marché, le titulaire n'a pas fourni la garantie à première demande relative à l'avance, il sera considéré que le titulaire a renoncé de fait au versement de l'avance forfaitaire, quel que soit l'indication qu'il avait mentionné à l'acte d'engagement.

L'avance forfaitaire sera remboursable en totalité lorsque le seuil de 65 % d'exécution est atteint. Toutefois, si l'acompte mensuel ne permet pas le remboursement de l'avance en une seule fois, la part non remboursée sera alors déduite de l'acompte suivant.

6.6 - Avance sur matériels ou sur approvisionnement

Aucune avance sur matériel, ni sur approvisionnement ne sera versée à l'entreprise.

6.7 - Clause de sûreté - retenue de garantie applicable

Chaque paiement fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5,00 % dans les conditions prévues aux articles R2191-32 à R2191-42 du Code de la commande publique. Cette sûreté s'applique sur l'intégralité des prestations objet du marché.

La retenue de garantie peut être remplacé au gré du titulaire par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du contrat, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

Toutefois, dans l'hypothèse où le titulaire décide sa substitution, il s'engage à fournir la totalité du montant à garantir et à le compléter en cas d'avenant avant l'émission du décompte final.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie dans les conditions prévues à l'article R2191-42 du Code de la commande publique.

6.8 - Nantissement et cession de créance

Conformément à l'article 4.2 du CCAG, le certificat de cessibilité sera délivré sans frais au titulaire du marché uniquement sur demande écrite préalable.

Il sera fourni en un seul exemplaire soit signé manuscritement sous format papier et sera remis contre avis de réception et ne pourra pas faire l'objet d'une nouvelle remise en cas de perte par le titulaire.

Article 7 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Les demandes de paiement prennent la forme de projets de de comptes et devront parvenir au maître d'œuvre pour qu'il en vérifie le contenu et valide l'état d'avancement du chantier.

Le titulaire du marché garde la charge de la preuve de la date de remise de la facture, date qui fait foi pour la date de démarrage du délai de paiement.

7.1 - Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes mensuels, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par les articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la commande publique. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché par l'approbation du décompte général et définitif.

7.2 - TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Conformément aux dispositions relatives à l'auto-liquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adressera une facture en hors taxe pour les prestations

réalisées. La TVA relative aux prestations sous-traitées quant à elle sera perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

7.3 - Présentation des demandes de paiements

Lorsque le titulaire remet au maître d'œuvre une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement seront présentées portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
 . Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- La date de facturation.
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- La désignation de l'organisme de débiteur à savoir COMMUNE DE PESSINES ;
- Le mois d'exécution des prestations ;
- Le montant des prestations facturé, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminue des réfections ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le montant total TTC des prestations exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
 - Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
 - En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
 - En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;

Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé : il est alors compte une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage.

Les demandes de paiement seront adressées à la collectivité par le biais de la plateforme ChorusPortail Pro.

(https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/)

Le titulaire devra indiquer le n° de SIRET du maître d'ouvrage lors du dépôt de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur ce portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer. La transmission par voie électronique s'impose au titulaire conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

7.4 - Acomptes mensuels

A partir du décompte mensuel établi par le Titulaire, le Maître d'Œuvre détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au Titulaire.

Le Maître d'Œuvre notifie par ordre de service au Titulaire l'état d'acompte mensuel et propose parallèlement au représentant du Pouvoir Adjudicateur de régler les sommes qu'il admet. (Certificat de paiement).

Cette notification au titulaire intervient dans les sept jours à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du Titulaire.

Si cette notification n'intervient pas dans un délai de sept jours à compter de la réception de la demande du Titulaire, ce dernier informe par lettre recommandée le représentant du maître d'ouvrage pour qu'il procède à la vérification et au traitement de la demande d'acompte.

En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le représentant du Pouvoir Adjudicateur règle les sommes admises par le Maître d'Œuvre. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le Titulaire.

Les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

7.5 - Demande de paiement finale

Après l'achèvement des travaux, un projet de décompte final est établi concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du Titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le Titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble.

Le Titulaire transmet son projet de décompte final au Maître d'Œuvre, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans le délai de trente (30) jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final par le Titulaire, et après mise en demeure reste sans effet, le Maître d'Œuvre établit d'office le décompte final aux frais du Titulaire. Ce décompte final est alors notifié au Titulaire dans les conditions prévues au CCAG Travaux.

Le Maître d'Œuvre établit le projet de décompte général qui comprend :

- le décompte final
- l'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel
- la récapitulation des acomptes mensuels et du solde

Le décompte général, signé par le représentant du Pouvoir Adjudicateur est notifié au titulaire qui doit le retourner signé, dans un délai de trente (30) jours sans ou avec réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer. Si les réserves sont partielles, le Titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

A compter de la date d'acceptation du décompte général par le Titulaire, ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit au paiement du solde. Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le représentant du Pouvoir Adjudicateur règle, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception, des réserves ou des motifs pour lesquels le Titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final.

Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le Titulaire.

Dans le cas où le Titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au représentant du Pouvoir Adjudicateur, dans le délai fixé au présent article, ou encore, dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué ci-dessus, ce décompte général est réputé être accepté par lui ; il devient alors le décompte général et définitif du marché.

7.6 - Règlement en cas d'entrepreneurs groupés

Le mandataire est seule habilité à présenter les projets de décomptes et à accepter le décompte général ; sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

7.7 - Règlement en cas sous-traitance

Le sous-traitant émet la facture au nom du titulaire pour lequel il est déclaré en sous-traitance et lui adresse sa demande de paiement dans les conditions fixées par les accords les liant. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la demande de paiement pour valider ou refuser la facturation.

En cas de validation des sommes facturées, il joint au projet de décompte adressé à l'acheteur ou son représentant une attestation d'acceptation expresse et indique le montant des sommes à prélever au profit du sous-traitant. Dans l'hypothèse où le titulaire oppose un refus de paiement ou une diminution de la somme due au sous-traitant, il doit motiver sa décision auprès du sous-traitant et du maître d'ouvrage.

En cas de défaillance du titulaire du marché à demander le paiement dû ou à en justifier son refus, le sous-traitant pourra s'adresser directement au maître d'ouvrage pour le versement des sommes auxquelles il prétend au vu des dispositions de l'article R 2193-10 à R 2193-16 du code de la commande publique. Le paiement au sous-traitant des sommes ainsi créditées ne pourra faire l'objet d'aucun recours en remboursement ou d'une demande indemnitaire du titulaire auprès du maître d'ouvrage lorsque celui-ci ou le maître d'œuvre aura procédé aux alertes et/ou vérifications nécessaires auprès du titulaire resté sans effet conformément aux obligations de paiement direct qui lui sont imposées par la réglementation.

Article 8 - DÉLAIS D'EXÉCUTION

8.1 - Détermination des délais d'exécution

La durée globale d'exécution du marché est fixée à l'acte d'engagement. Il comprend la période de préparation ainsi que le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux. Les périodes de fermeture des entreprises pour congés annuels notamment les mois d'août ne sont pas décomptés des calculs des délais d'exécution ou de préparation.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la période de préparation est fixée à 1 mois, elle commence à courir à compter de l'ordre de service qui sera délivré par la maîtrise d'œuvre.

Calendrier prévisionnel d'exécution :

Les délais d'exécution partent de la première intervention du titulaire sur le chantier et expirent en même temps que sa dernière intervention. Chaque intervention du titulaire sur le chantier fait l'objet d'un délai particulier ; la durée cumulée de ces délais particuliers est au plus égale à la durée du délai d'exécution propre au lot considéré.

L'ordre de service prescrivant au titulaire du premier lot commençant l'exécution des prestations est porté à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

Le délai global d'exécution de l'ensemble des travaux comprend la période de préparation, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des emplacements mis à la disposition des entrepreneurs.

Calendrier détaillé d'exécution :

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par la maîtrise d'œuvre au titre de la mission OPC en concertation avec les entrepreneurs titulaires des différents lots.

Il indique en outre pour chacun des lots :

- La durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre
- La durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du pouvoir adjudicateur au plus tard à la fin de la période de préparation. Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

Pour chacun des marchés le délai de six mois prévus au CCAG Travaux est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres :

- Au lot débutant en premier les prestations d'une part,
- Au lot considéré d'autre part.

Au cours du chantier et après concertation avec les différents entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution. Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai d'exécution de l'ensemble des lots ; elles tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application du CCAG Travaux.

Le calendrier initial, éventuellement modifié, est notifié par ordre de service à tous les entrepreneurs.

8.2 - Prolongation des délais d'exécution

La prolongation des délais d'exécution ne peut résulter que d'une décision de la maîtrise d'ouvrage, elle se traduit le cas échéant soit par la notification d'un ordre de service soit par la signature d'un avenant.

Elle peut être justifiée par :

- un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages
- une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus
- une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier

Le report ou l'ajournement de la date prévisionnelle de fin de travaux peut être justifié par :

- un ajournement de travaux décidé par le représentant du Pouvoir Adjudicateur
- un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du Maître de l'Ouvrage ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché.
- le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur entraînant un arrêt de chantier
- le cas de mauvaises conditions météorologiques perturbant gravement l'avancement du chantier et susceptible de remettre en cause la qualité et la durabilité des travaux à réaliser. Cette prorogation est notifiée au Titulaire par un ordre de service qui en précise la durée.

La remise à jour du calendrier d'exécution des travaux suite à une actualisation de l'état du chantier ne peut pas faire obstacle à l'application des pénalités de retards, lorsque ce retard reste imputable au titulaire du marché. L'ordre de service notifiant le nouveau calendrier précisera le décompte du retard restant affecté au titulaire pour chacun des lots.

8.3 – Intempéries

Les intempéries, au sens des dispositions législatives et réglementaires auxquelles il fait référence, sont définies par le Code du travail (articles L.5424-6, L.5424-8 à 15 et L.5424-18). Elles concernent les modalités d'indemnisation des travailleurs non occupés pendant les intempéries. Au sens de ces articles, les intempéries sont caractérisées quand surviennent des conditions atmosphériques ou des inondations dont l'importance rend impossible ou dangereux l'accomplissement du travail. La notion de danger pouvant s'apprécier au regard de la santé ou de la sécurité des travailleurs, ou encore au regard de la nature du travail ou de la technique employée. Ces phénomènes climatiques doivent entraver significativement l'exécution normale des travaux.

Les phénomènes climatiques acceptés pour justifier d'un arrêt de chantier sont subordonnés au dépassement d'intensités limites, appréciées par rapport aux observations fournies par une station météorologique proche du lieu d'exécution des travaux comme suit :

Station de La Rochelle – Le Bout Blanc

Intensité limite

Phénomène Climatique	Intensité	Constat
<i>Précipitations</i>	<i>5 mm</i>	<i>Entre 6h00 et 18h00</i>
<i>Vent</i>	<i>80 km/h</i>	
<i>Gel</i>	<i>-4°</i>	<i>Si à 7h00 la température extérieure était de -4° et elle est au maximum à 10h a +2°</i>

Le nombre prévisionnel de jours ne donnant pas lieu à un report : 10 jours inclus dans le délai contractuel initial.

L'arrêt de travail est, en principe, décidé par l'entrepreneur, qui en informe immédiatement le maître d'œuvre. La justification des arrêts et de la prolongation qui en résultera sera constatée et

notifiée ultérieurement par un ordre de service émanant du maître d'œuvre, dont le contenu précisera les motivations et la durée à prendre en compte.

Pour être prises en compte, les intempéries doivent être redéclarées comme arrêtant l'exécution des tâches du calendrier et faire l'objet d'attachements journaliers. Le Maître d'œuvre porte régulièrement le décompte des intempéries au compte rendu de chantier.

Article 9 - PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire. Dans tous les cas, les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges. Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du Maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

Article 10 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

Le piquetage sera effectué contradictoirement avec le maître d'œuvre pendant la période de préparation du chantier selon les conditions définies au CCTP.

Article 11 - PLAN D'EXÉCUTION

Conformément à l'article 29 du CCAG Travaux, les études d'exécution sont à la charge du titulaire. Le titulaire établit d'après les documents particuliers du marché, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, note de calculs...

A cet effet, le titulaire fait sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure.

Les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les soins ou à la diligence du Titulaire sont soumis au visa du Maître d'Œuvre, celui-ci pouvant demander également la présentation des avant-métrés. La délivrance ne dégage pas le Titulaire de sa propre responsabilité.

Le Titulaire fournit au Maître d'Œuvre l'ensemble des documents nécessaires à l'exécution du ou des ouvrages qu'il doit réaliser

Tous ces documents sont datés, identifiés et authentifiés par le Titulaire ou par son représentant. S'ils sont transmis sous forme électronique, tous ces documents doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels spécifiés dans le marché.

S'ils sont transmis sous forme papier, tous les documents doivent être fournis au Maître d'Œuvre en deux exemplaires.

Le Titulaire s'engage à réaliser l'ouvrage conformément aux documents nécessaires à l'exécution qu'il a fait viser par le Maître d'Œuvre. Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

Il ne peut, sauf accord exprès du Maître d'Œuvre notifié par ordre de service, commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu le visa du Maître d'Œuvre sur l'ensemble des documents nécessaires à cette exécution.

Le délai de délivrance du visa du Maître d'Œuvre est fixe à quinze jours. Si, dans ce délai, le Maître d'Œuvre constate que les documents fournis par le Titulaire ne lui permettent pas de délivrer son visa, il en informe le Titulaire qui doit, dans le même délai, fournir l'ensemble des documents qu'il lui a été demandé de corriger ou de compléter.

Article 12 – PRÉPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

12.1 – Période de préparation

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

12.2 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
 - tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé travailleurs ;
 - la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
 - dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
 - les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang.
- Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
 - la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé

des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Article 13 – INSTALLATION ET ORGANISATION DE CHANTIER

13.1 – Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier dans le cadre des dépenses communes.

13.2 – Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

Les entreprises devront se conformer au règlement de voirie de la Mairie de PESSINES.

13.3 – Essai et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles seront exécutés sur le chantier par l'entrepreneur à la diligence et en présence du maître d'œuvre en ce qui concerne l'ensemble des ouvrages.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés par application d'un prix de bordereau,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître de l'ouvrage

13.4 – Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Le titulaire doit conduire les travaux de manière à maintenir dans les conditions convenables les communications de toutes natures traversant le site des travaux, notamment celles qui intéressent la circulation des personnes, ainsi que l'écoulement des eaux, sous réserve des précisions données, le cas échéant dans le CCTP sur les conditions de restrictions admissibles.

13.5 – Contraintes spécifiques – chantier en centre-ville

Le chantier se situe au cœur de la Commune, avoisinant des habitations occupées de manière permanente et sera réalisé dans des conditions particulières.

Aussi, pour l'ensemble de ces raisons, des mesures sont à respecter scrupuleusement par l'ensemble des intervenants sur le site et pendant toute la durée du chantier. Les contraintes environnementales spécifiques à ce chantier sont :

- l'accès
- la signalisation
- le transport
- le stockage des matériaux
- la gestion des déchets
- la remise en état des alentours et des voies de circulation publiques
- le respect de la circulation des piétons
- le respect des paysages
- les nuisances sonores

Un inventaire de l'état des lieux sera réalisé avec l'ensemble des entrepreneurs, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage avant l'ouverture du chantier.

Le titulaire doit prendre en compte toutes mesures de protection et de sécurité et toutes dispositions pour réduire dans la mesure du possible les gênes occasionnées aux usagers et voisinage notamment celles qui peuvent causer des difficultés d'accès, le bruit des engins, les vibrations, fumée et poussières.

Accès :

Les voies publiques devront être en permanence libres d'accès et empruntables par toute autre personne étrangère au chantier.

Il est souligné que la rue d'accès est une voie donnant accès aux services de la Mairie. A ce titre, une attention particulière sera apportée lors des approvisionnements des matériaux sur le chantier, notamment avec la mise en place de déviation de voirie pendant la période limitée de déchargement.

Les jours et horaires de livraison seront arrêtés pendant la période de chantier.

Circulation des engins :

L'entrepreneur prendra toutes les précautions pour limiter dans la mesure du possible les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par ses engins. Il effectuera en permanence le nettoyage des voies publiques, à sa charge. De même, lors de la sortie des engins de la zone de chantier sur une zone de circulation en enrobé, toutes les précautions devront être prises en compte par l'entrepreneur (bassin de nettoyage par exemple) afin de ne pas souiller les routes.

Installation de chantier :

L'emprise de l'installation de chantier devra être balisée de manière visible et permanente.

Les installations de chantier devront comprendre :

- des barrières de protection,
- des bennes adaptées permettant de récupérer les déchets de chantier. Ces déchets seront ensuite triés et transportés auprès d'un centre de valorisation et de traitement à la charge de l'entreprise.

Respect des paysages :

L'état de propreté du chantier sera régulièrement inspecté. Tout dépôt d'ordures ou d'immondices sera totalement interdit. Les déchets devront être regroupés dans une benne qui sera

périodiquement évacuée et vidée auprès d'un centre de valorisation et de traitement à la charge de l'entreprise. En aucun cas les déchets ne seront enterrés ou brûlés sur place. Il est demandé aux entreprises de prendre toutes les précautions nécessaires afin d'éviter la propagation de poussières en dehors des limites du chantier : arrosage, bassin de lavage...

Respect de la fréquentation du site :

Le chantier est situé en zone urbaine, cerné par des habitations. Il est demandé aux personnes intervenant sur le chantier un comportement poli et respectueux envers les voisins du chantier. Une vigilance accrue sera demandée aux entrepreneurs pour empêcher l'accès au site par tous visiteurs étrangers au chantier, et éviter toutes dégradations, vols... qui pourraient être causés par des visiteurs malveillants la nuit, les week-ends ou jours fériés.

Obligations des entreprises :

L'entrepreneur sera tenu de remplacer en cours de travaux tout matériel non adapté (mal entretenu, polluant...). Le chef de chantier doit avoir les compétences nécessaires pour prendre en compte les impacts et nuisances possibles pouvant être engendrés par ce chantier sur l'environnement. L'entrepreneur s'engage à fournir une formation appropriée à l'ensemble du personnel intervenant sur le chantier. L'entreprise doit informer immédiatement le maître d'œuvre dès la constatation d'un aléa. Lorsqu'un impact environnemental significatif le nécessite, une procédure spécifique de mesure devra être proposée au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, puis, après validation, mise en place par l'entreprise.

Nuisances sonores :

L'entreprise devra être en conformité avec la réglementation en vigueur portant sur les nuisances et en particulier le bruit. L'entreprise ne pourra pas utiliser des engins ne satisfaisant pas aux dispositions ministérielles en vigueur concernant le bruit. Elle sera de plus tenu de réduire, dans la limite du possible, le bruit provenant de ses engins. L'emploi de silencieux ou de dispositifs isolants sera préconisée par le maître d'œuvre

Article 14 – GESTION DES DÉPENSES COMMUNES

14.1– Gestion des déchets

Conformément à l'article 36 du CCAG-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier. Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ces interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

14.2 – Dépenses communes – compte prorata

Les dépenses d'entretien des installations sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant.

Lorsque plusieurs entrepreneurs ayant entre eux un lien juridique ou non, concourent à la réalisation d'un même ouvrage, il est tenu compte des dépenses d'intérêt commun et des produits éventuels du chantier dans les conditions de finis au CCTP. Les dépenses d'intérêt commun sont

celles qui, effectuées par un ou plusieurs entrepreneurs, ont pour but d'assurer la bonne marche de l'ensemble du chantier.

La mise en place d'un compte prorata relève de la volonté et de la responsabilité des entreprises qui en détermine librement les modalités de fonctionnement sous forme d'une convention de type AFNOR- norme NF P03-001. A ce titre ni la maîtrise d'ouvrage ni la maîtrise d'œuvre n'interviendront dans la gestion de ce compte ou dans les différends liés à ce compte. De même, le maître d'ouvrage n'est pas tenu de conditionner le règlement du solde des marchés au versement, par les entreprises concernées, des sommes dues par elles au titre du compte prorata.

Article 15 - PÉNALITÉS DE RETARD DANS L'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 19 du CCAG, en cas de retard dans l'exécution des travaux, il est appliqué à l'entreprise qui aura effectivement, en fonction du planning contractuel, provoqué ce retard, une pénalité journalière équivalente comme suit :

Montant initial du marché	Montant de la pénalité applicable	
Supérieur ou égale à 150 000 € HT	200 €	Deux cents Euros
Entre 20 001 et 149 999 € HT	100 €	Cent Euros
Inférieur ou égale à 20 000 € HT	50 €	Cinquante Euros

→ Disposition commune à tous les lots

Par dérogation à l'article 19-2-4, cette pénalité est applicable sur simple constat du Maître d'œuvre sans qu'il soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

Cette pénalité journalière est doublée lorsque le retard est supérieur à 10 jours calendaires.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités et retenues

Une pénalité provisoire peut être appliquée sur un acompte mensuel au vu de l'état d'avancement du chantier. Si le retard partiel n'a pas eu d'impact sur le délai global constaté en fin de chantier, la pénalité provisoire est remboursée au titulaire dans le cadre du décompte général et définitif.

Par dérogation à l'article 19-2-1 et 19-2-2 du CCAG, toutes les pénalités seront applicables quel qu'en soit le montant et ne seront pas plafonnées.

Article 16 - PÉNALITÉS DE RETARD DANS LA REMISE DE DOCUMENTS

En complément des clauses du CCAG Travaux, il est précisé que le retard dans la remise de documents nécessaires à la réalisation ou à la réception du chantier est soumis à l'application d'une pénalité journalière de 50 € (Cinquante euros).

En ce qui concerne le DOE, cette pénalité journalière vient en complément d'une pénalité forfaitaire immédiatement applicable si celui-ci n'est pas remis ou demeure incomplète suivant un délai de 10 jours à compter de la 1ère réunion réalisée pour les opérations préalables à la réception. La pénalité forfaitaire est fixée à 500 Euros (Cinq cents Euros).

Article 17 - AUTRES RETENUES APPLICABLES

17.1 - Retenue en cas de manquement pendant le chantier

Dans le cas où l'entrepreneur ou son représentant n'aurait pas donné suite aux réclamations émanant du Maître de l'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre figurant sur les comptes-rendus de chantier, il sera appliqué une retenue de 50 €uros (cent cinquante euros) au premier rappel, 100 €uros (cent euros) au second rappel et aux suivants.

Les réclamations du maître d'œuvre peuvent porter sur les manquements aux obligations contractuelles ou d'hygiène et de sécurité tels que :

- le respect des protocoles liés à la crise sanitaire COVID 19
- la mise en conformité de la sécurité du chantier
- la remise de document ou le renvoi de document signé nécessaire au suivi du chantier
- le maintien de propreté des abords du chantier
- le nettoyage de voirie
- le rappel aux nuisances du chantier
- le matériel de chantier non conforme
- le stockage de produits ou matériels en zone interdite.

17.2 - Retenue en cas d'absence aux réunions

Toute absence des entrepreneurs aux réunions de chantier, aux réunions de sécurité, aux convocations du Maître d'Œuvre sera pénalisée à raison de 100 €uros (cent euros) par absence. Cette pénalité sera prélevée sur l'acompte du mois.

- Le remplacement de l'entrepreneur par un collaborateur non qualifié sera considéré comme absence et pénalisée comme ci-dessus.
- Un retard d'une demi-heure à une réunion sera considérée comme une absence.

Mention du fait sera portée au compte-rendu de la réunion du chantier.

17.3 - Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénales par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Article 18 – RÉCEPTION

En complément aux stipulations de l'article 41 du CCAG, concernant la réception des travaux il est appliqué les stipulations particulières suivantes.

Le titulaire avise à la fois le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux seront considérés comme achevés. Si dans un délai de 15 jours, le maître d'œuvre n'a pas convenu d'une date pour les opérations préalables à la réception, le titulaire doit adresser, par tout moyen permettant de certifier le contenu et la date, un premier rappel au maître d'œuvre avec copie au maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG Travaux, la réception ne peut être acquise tacitement. Elle doit faire l'objet d'un acte écrit établi contradictoirement ou à défaut judiciairement en vertu de l'application de l'article 1792-2 du code civil.

Sauf dispositions contraires écrites, l'entreprise bénéficie d'un délai de 15 jours pour remédier aux observations et réserves formulées dans le procès-verbal des opérations préalables à la réception. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de vérification est organisée.

Si lors des opérations préalables à la réception mentionnées à l'article 41.1 la réception ne peut être prononcée avec ou sans réserve, la date d'achèvement des travaux est repoussée, l'entreprise reste responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de l'application des pénalités.

Passé ce délai, le maître de l'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure préalable aux frais et risques et pour le compte de l'entrepreneur défaillant

Article 19 - DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION

Le contenu du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) est fixé dans les clauses du CCTP, il comporte, au moins, les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés établis par le Titulaire, les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance. Ces documents sont remis en deux exemplaires papiers et 3 supports informatiques de type Clé USB (CD refusés).

Article 20 - GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT

Le délai de garantie est, sauf prolongation décidée comme il est précisé à l'article 44.2 du CCAG Travaux, d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

Article 21 – RÉSILIATION

Les conditions de résiliation sont définies au CCAG Travaux.

En cas de résiliation unilatérale par le pouvoir adjudicateur sans défaillance du titulaire, le montant d'indemnisation est présenté par le titulaire sur le manque à gagner impacté par la résiliation du contrat et est limité à 3 % du montant initial hors actualisation et hors TVA des prestations du marché non exécutées du fait de la résiliation.

Lorsque les prestations faisaient l'objet de retard ou de manquement, les pénalités provisoires déjà identifiées dans le suivi du chantier restent déduites des sommes dues au titulaire.

Article 22 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Lorsque le titulaire fait l'objet d'une procédure collective, il est dans l'obligation d'en informer le maître d'ouvrage préalablement à la date du jugement.

En cas de liquidation judiciaire, le représentant de l'entreprise doit sans délai et sans attendre la copie du jugement :

- avertir le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage de la date de liquidation et du nom du liquidateur
- procéder contradictoirement avec le maître d'œuvre à la constatation de l'état d'avancement du chantier

Le maître d'ouvrage procédera aux déclarations nécessaires auprès du liquidateur pour l'obtention des autorisations de poursuite du chantier.

Le représentant de l'entreprise doit fournir la copie du jugement dès qu'il en a reçu la notification.

Article 23 - TRIBUNAL COMPÉTENT

En cas de litige, le tribunal administratif auquel est rattaché le maître d'ouvrage est seul compétent à savoir :

Tribunal administratif de Poitiers.

Liste récapitulative des dérogations au C.C.A.G :

Article du présent document	Article du CCAG auquel il est dérogé	Thématique
<i>Article 8</i>	<i>Article 28.1</i>	<i>Période de préparation</i>
<i>Article 15</i>	<i>Article 19</i>	<i>Pénalités de retard</i>
<i>Article 18</i>	<i>Articles 41 et suivant</i>	<i>Réception</i>